

Une interdiction historique attentatoire à nos libertés !

Nous accusons les autorités, le samedi 16 novembre 2019 à Paris :

1) D'avoir imposé, après un refus d'un premier parcours, le rassemblement sur la place d'Italie, et ce en dépit des réserves du maire du 13ème arrondissement, compte tenu des importants chantiers en cours et le mobilier urbain entreposé.

2) D'avoir sciemment, par une contre-décision politique sans précédent et partielle à l'encontre des gilets jaunes, prémédité l'annulation de la manifestation légalement autorisée, suscitant alors incompréhension et stupéfaction de la part des milliers de manifestants venus de toute la France ainsi que les journalistes présents.

Un des déclarants a été averti de cette annulation par la police et par téléphone que 30 minutes avant le départ du cortège.

Aucune annonce au préalable n'a été effectuée par la police auprès des manifestants.

3) D'avoir mis en place une garde à vue à ciel ouvert pendant plus de trois heures, durant laquelle toutes les personnes présentes ont été exposées à une forte quantité de gaz lacrymogène, de tirs de LBD40, GLIF4, sans pouvoir y échapper, entravant de ce fait la liberté de circuler des manifestants qui étaient venus porter leurs revendications restées sans réponse depuis un an.

4) D'avoir fait subir une répression soutenue durant plusieurs heures, et mis en grave danger l'ensemble des manifestants pacifiques, ayant entraîné des blessures physiques, dont certaines très graves.

5) D'organiser une fois de plus la désinformation, en accusant à tort les manifestants d'avoir agressé les pompiers présents sur place, manipulant et mentant ainsi à la population par voie de presse.

Il est à déplorer que les autorités entendent se dédouaner de toute la responsabilité qui leur incombe au titre de la protection des personnes et de la liberté de manifester.

Il est indéniable, que depuis un an, l'État exploite tous les moyens à sa disposition dans le seul but de faire taire la contestation sociale.